

# COP 2020

DROITS DE L'HOMME – CONDITIONS DE TRAVAIL – ENVIRONNEMENT DURABLE – LUTTE CONTRE LA CORRUPTION  
RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE (RSE) – 17 OBJECTIFS DES NATIONS UNIES (ODD) – GOUVERNANCE ET LEADERSHIP







# RAPPORT PACTE MONDIAL **UN** GLOBAL COMPACT REPORT





# SOMMAIRE

<b>04</b>	<b>AVANT PROPOS</b>	<b>24</b>	DROITS DE L'HOMME
<b>05</b>	LETTRE D'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT	<b>30</b>	CONDITIONS DE TRAVAIL
<b>06</b>	MESSAGE DU PRÉSIDENT	<b>34</b>	ENVIRONNEMENT DURABLE
<b>07</b>	COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...	<b>38</b>	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION
<b>13</b>	NOS BONNES PRATIQUES ET NOS PROGRÈS	<b>42</b>	SOUTENIR LES OBJECTIFS DES NATIONS UNIES
<b>23</b>	LES 21 CRITÈRES GC ADVANCED	<b>47</b>	GOVERNANCE ET LEADERSHIP DE LA RSE



# AVANT-PROPOS

Les informations renseignées dans cette COP 2020 de l'AARPI Miguérès Moulin sont toutes issues de la politique Développement Durable mise en place par un important Cabinet au Québec (CANADA) à forte notoriété en la matière ; à savoir BENKHALIFA I CABINET (MBC) INC., Cabinet tiers crédible, à Montréal qui incube les exécutifs de l'AARPI Miguérès Moulin, en coaching exécutif sur la Responsabilité Sociétale (RSE). Et ce, dans le cadre d'un partenariat franco-québécois. \*

BENKHALIFA I CABINET (MBC) INC. est positionné sur la niche de marché de la Responsabilité Sociétale des Entreprises, l'ISO 26000 et le Coaching exécutif certifié par l'International Coaching Federation (ICF) pour l'implémentation des stratégies de Développement Durable.

Aussi, le Président du Cabinet qui supervise cette COP siège en tant qu'expert à la Commission de l'AFNOR, en France, intitulée "Développement Durable - Responsabilité Sociétale" (AFNOR/DDRS), pour le compte du Cabinet Miguérès Moulin. Cette commission vise à suivre, accompagner et faciliter l'application de la norme ISO 26000 "Lignes directrices relatives à la Responsabilité Sociétale".

En outre, dans sa partie comptable et financière, cette politique est confiée à un tiers crédible respectant la législation française.

En effet, l'AARPI Miguérès Moulin confie sa comptabilité à un Cabinet comptable tiers français agréé par les autorités officielles françaises. Ce Cabinet comptable s'occupe de la conformité en la matière.

**Les objectifs et indicateurs fixés par l'AARPI Miguérès Moulin, pour la période, sont décrites dans la page 13 au travers de la présentation de nos bonnes pratiques et de nos progrès. Les objectifs de Développement Durable (ODD) adressés sont les suivants :**

- ODD 3** « Bonne Santé & Bien-Être » ,
- ODD 5** « Égalité entre les sexes » ,
- ODD 7** « Énergie Propre et d'un coût abordable » ;
- ODD 8** « Travail décent et croissance économique » ;
- ODD 10** « Inégalités réduites » ;
- ODD 13** « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » ;
- ODD 16** « Paix, Justice et Institutions efficaces » ;
- ODD 17** « Partenariats pour la réalisation des objectifs ».

\* <https://www.prnewswire.com/fr/communiqués-de-presse/benkhalifa-cabinet--mbc-inc-a-montreal-et-laarpi-miguieres-moulin-a-paris-lancement-louverture-du-premier-espace-arm-france-quebec-294853001.html>



# LETTRE D'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT

mmlaw.fr



Luc Miguérès  
Emmanuel Moulin  
Valérie Bensoussan  
Budes – Hilaire de La Roche

45 avenue Montaigne  
75008 Paris - FRANCE  
Tel. +33 1 72 00 23 72  
contact@mmlaw.fr

Paola Garnier\*  
Bertrand Verdier  
Mohamed Benkhalifa\*  
Daniel Mainguy\*  
Yves Miguérès\*  
Akilo Nasawa  
Natali Aleksic  
Martin Valluis  
Anaëlle Bund

À l'honorable Secrétaire Général des Nations Unies,  
Monsieur António Guterres,

Paris, le vendredi 07 mai 2021,

\*Barreaux de Milan et de Paris (Dir. 98/5/Ce)  
\*Responsable du Département « Responsabilité Sociétale  
des Entreprises (RSE) & Développement Durable »  
\*Professeur Agrégé des facultés de Droit  
\* Maître de Conférences Associé (Paris-Sud 11)

EM/LP

Réf : PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES | UN GLOBAL COMPACT COP 2020

À Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,

## L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT | CEO

Conscients de notre responsabilité envers les générations futures et soucieux de contribuer à l'effort mondial pour l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD), nous, membres de L'AARPI Miguérès Moulin, avons l'honneur de réitérer, auprès du Secrétariat Général, notre volonté d'affirmer notre politique d'intégration des 21 critères du « *GC Advanced* » et des 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies, déployée par notre Cabinet depuis le 06 Avril 2012.

Faisant l'objet de notre communication sur le progrès (COP 2020), notre apprentissage par l'expérience, pour cette année, s'est enrichi par nos actions tant à l'interne qu'à l'externe autour des 8 ODD suivants :

- **ODD 3 « Bonne Santé & Bien-Être »** : La réalité poignante de la pandémie COVID-19 nous aura donné une opportunité supplémentaire pour une meilleure adaptation de nos locaux et une stricte application de nos pratiques d'hygiène et salubrité au sein du Cabinet, toujours pour le bien-être et la santé de nos collaborateurs et parties prenantes.

- **ODD 5 « Égalité entre les sexes », ODD 8 « Travail décent et croissance économique » et ODD 10 « Inégalités réduites »** : Nous appliquons une politique interne de recrutement qui intègre le principe volontaire de discrimination positive lors de nos recrutements de stagiaires ou collaborateurs. Ainsi, à compétences égales, pour un travail de valeur égale, nous privilégions le recrutement d'une femme et/ou d'une minorité visible.
- **ODD 7 « Énergie Propre et d'un coût abordable » et ODD 13 « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques »** : Nous croyons en l'avenir de l'énergie durable et nous soutenons les entreprises en technologie propre telle que « *Energy Observer* ». En effet, ce projet que nous soutenons répond aux objectifs du « *Plan France Hydrogène* », dévoilé en septembre 2020 par le gouvernement français, dans le cadre du « *Plan France relance* », une feuille de route pour la refondation économique, sociale et écologique du pays.
- **ODD 16 « Paix, Justice et Institutions efficaces »** : Notre Cabinet, spécialiste en droit des affaires, pratique son métier en s'appuyant sur une politique volontariste de Responsabilité Sociétale (RSE). De par notre pratique du droit, les mécanismes de paix et de justice sont bien intégrés dans notre mission. De plus, attachés à promouvoir l'accessibilité à la justice pour tous, nous soutenons, annuellement, des entrepreneurs et organisations, par le biais de programmes à honoraires réduits ou encore en *pro bono*.
- **ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs »** : Notre Cabinet est membre du réseau international *Alliance of Business Lawyers* (ABL) et partenaire Premium du Cabinet franco-canadien BENKHALIFA CABINET (MBC) INC. Ces partenariats permettent la mobilisation, le partage des savoir-faire, des connaissances spécialisées et notamment des pratiques en Développement Durable.

Aussi, dans le cadre de notre processus actif d'amélioration continue, réaffirmons-nous par la présente, que l'AARPI Miguérès Moulin reste mobilisée aux fins de renforcement des bonnes pratiques partagées avec nos pairs et notre réseau d'acteurs de solutions.

Ainsi, s'articulant autour de stimulations d'interactions avec nos associés, collaborateurs, prestataires, fournisseurs, clients ou encore partenaires d'affaires et alliés, ces précieux échanges d'expériences maintiennent derechef notre capacité à innover vers l'éco-transition et le respect du vivant.

Par la même, en cohérence, nos orientations stratégiques en la matière nous confortent dans notre métier d'avocat, dont la mission est intimement attachée au processus consistant à remettre l'Être au centre des préoccupations premières.

Me Emmanuel Moulin, Président | CEO  
Avocat au Barreau de Paris





**Me Emmanuel Moulin**  
PRÉSIDENT | CEO

## ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT/CEO

*« Le métier d'avocat est appelé à évoluer dans ses pratiques classiques afin d'appliquer pleinement le principe de Responsabilité Sociétale (RSE) qui nous incombe et, de surcroît, remettre davantage l'Être au centre des préoccupations. Au-delà de la défense des droits et des traditionnels savoir-faire, tels que le conseil ou la représentation, nous avons une obligation éthique d'entretenir une réflexion active de fond avec nos pairs, afin d'agir dans le sens du Développement Durable, de la Prévention et Règlement des Différends (PRD) et plus largement pour la cause mondiale du vivre ensemble en paix.*

*Ainsi, j'appelle, de tous mes vœux, à une pratique inclusive orientée vers le mieux-être de nos semblables en humanité et de notre environnement caractérisé par le vivant ».*



# COMPRENDRE, ANTICIPER, AGIR...

Luc Miguérès et Emmanuel Moulin, associés historiques d'un cabinet d'affaires parisien à forte notoriété, ont cofondé Miguérès Moulin en 2010 pour mettre leur expertise au service des entreprises et des entrepreneurs.

Miguérès Moulin est un Cabinet multispécialiste qui conseille les entrepreneurs de manière globale dans tous les domaines du droit des affaires : corporate, M&A, private equity, social, fiscal, IP/IT, tant en conseil qu'en contentieux.

Chaque spécialiste accompagne une clientèle française et internationale de premier plan dans les secteurs de l'industrie, de la restauration, de la construction, du luxe, du commerce en ligne, des medtech/biotech, de l'audiovisuel et du sport professionnel.

Miguérès Moulin met au service de ses clients le réseau Alliance of Business Lawyers (ABL), qui regroupe une soixantaine de cabinets d'avocats dans le monde, et dont il est un des membres fondateurs.

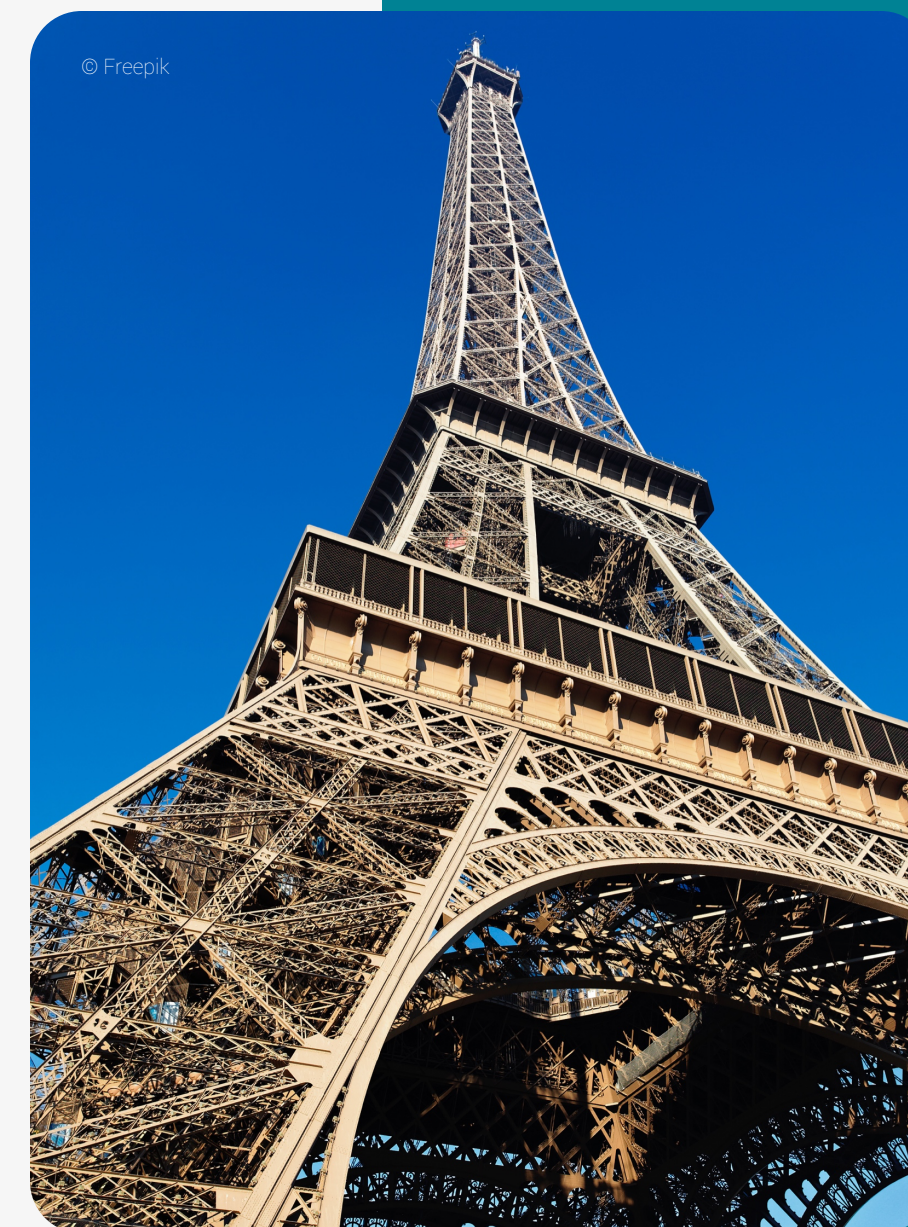
Les équipes à forte valeur ajoutée de Miguérès Moulin assistent leurs clients, tant au quotidien que dans leurs opérations exceptionnelles, dans la définition de leur stratégie juridique.

Depuis 2012, Miguérès Moulin est engagé auprès de l'initiative de Responsabilité Sociétale du Pacte Mondial des Nations Unies et de ses 10 principes autour des droits de l'Homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Le Cabinet intervient auprès de plusieurs associations caritatives et d'organisations non-gouvernementales (ONG).

Dans un monde en quête de Développement Durable et de diversité, le Cabinet Miguérès Moulin adhère au Pacte Mondial (Global Compact), une initiative de l'Organisation des Nations-Unies lancée en 1999 au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, par son ancien Secrétaire général Kofi Annan.

En soutenant le Global Compact, le Cabinet Miguérès Moulin applique dans sa sphère d'influence les 10 valeurs fondamentales défendues par ce pacte, notamment dans les domaines des droits de l'homme, du droit du travail, de l'environnement ou encore de la lutte contre la corruption.





# UNE ÉQUIPE À FORTE VALEUR AJOUTÉE

L'AARPI Miguères Moulin est constituée d'une équipe d'avocats expérimentés, réactifs et disponibles, tant en conseil qu'en contentieux, dans tous les domaines du droit des affaires. La richesse de notre Cabinet repose sur la diversité des profils de ses membres tous multilingues. Nous veillons à l'Excellence de nos binômes associés/collaborateurs. Les avocats sont tous des spécialistes dans leurs domaines et confrontent leurs jugements au sein d'équipes pluridisciplinaires dirigées par des associés expérimentés. La formation

académique de nos membres, leur multiculturalisme, leur pratique de nombreuses langues étrangères, ainsi que la dimension « boutique » du Cabinet, ont contribué, de longue date, à l'établissement de relations de confiance unique. Elles sont l'essence même du Cabinet. Le large panel de compétences assure chaque client d'un règlement d'ensemble de ses problématiques opérationnelles, juridiques et judiciaires.



## L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD



**Me EMMANUEL MOULIN**  
**Leadership**  
CEO



**Me MOHAMED BENKHALIFA**  
**Savoir-Faire**  
CAO



**Me VALÉRIE BENSOUSSAN**  
**Gestion de Changement**  
Change Leader



Célébrer le succès en accompagnant la réussite motive notre action responsable au quotidien. Au sein de notre Cabinet, la valeur humaine est au cœur de notre processus de reconnaissance de la compétence acquise du responsable et de ses collaborateurs. Cette dynamique de motivation fait partie de la culture de notre organisation. Cette pratique garantit, pour ainsi dire, notre volonté d'agir, dans la confiance, en cohérence avec notre socle de valeurs et celui de notre mode de gouvernance.

Aussi, un système de gratification financière d'intéressement et de participation de nos collaborateurs est utilisé pour encourager l'apport d'affaires et la performance dans la gestion des dossiers délégués, tout en sensibilisant aux enjeux du Développement Durable. Depuis 2013, nous encourageons, régulièrement, notre écosystème à s'impliquer dans la redistribution des richesses par la contribution dans les causes sociales. Nos efforts constants nous ont permis, pour une autre année consécutive, de recevoir les honneurs du Décideurs Magazine Leaders League.

Le partage de la réussite bénéficie également aux acteurs sociaux. En effet, avec sa vocation d'entreprise citoyenne, notre Cabinet accompagne également certaines initiatives à caractère social, économique et humanitaire.

## L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD PARTAGE DE LA RÉUSSITE

### FORTE NOTORIÉTÉ

Contentieux & Arbitrage – Contentieux commercial – Classement 2021 – Cabinet d'avocats – France

Fusions & Acquisitions – Opérations jusqu'à 75M€ – Classement 2021 – Cabinet d'avocats – France

### PRATIQUE RÉPUTÉE

Contentieux & Arbitrage – Contentieux financier & haut de bilan – Classement 2021 – Cabinet d'avocats – France

Droit social – Négociations collectives et relations sociales – Classement 2020 – Cabinet d'avocats – France



# L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD PARTAGE DU SAVOIR-FAIRE

Confié à l'expertise du tiers crédible BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., à Montréal, le Département RSE - Développement Durable est spécialisé dans :

- Les différents processus de communication en lien avec les modes de gouvernance ;
- L'innovation, la conduite et le management du changement ;
- La gestion de la performance et des talents ;
- Les plans de formation et de développement stratégique.

L'AARPI Miguères Moulin s'appuie sur le savoir-faire de ce département spécifique pour le Développement Durable afin d'accompagner ses clients, en la matière, dans une démarche cadrée et ainsi répondre aux perspectives d'un territoire ou d'une organisation de façon innovante.

Cette action est une première du genre dans un Cabinet d'avocats parisien. Ainsi, la vision de notre Cabinet se veut transversale. Et ce, pour l'aide à la décision stratégique et l'implémentation des principaux référentiels en cohérence avec la démarche «Responsabilité Sociétale (RSE) - Développement Durable» (Normes ISO 26000, 14000, 9000, ITIL, COBIT, United Nations Global Compact, Agenda 21 Local...).



# L'EXÉCUTIF MANAGEMENT RSE & DD PARTAGE DU CHANGEMENT

Le partage des richesses internes de l'organisation ne serait possible sans la création de valeur ajoutée inhérente au métier d'avocat, en suivant des fondamentaux qui trouvent leur inspiration dans les valeurs premières de notre Cabinet.

C'est dans ce cadre que l'AARPI Miguérès Moulin a nommé Me Valérie Bensoussan Leader du Changement - *Change Leader*.

En effet, nous avons la conviction que, pour participer à un changement global, nous devons tout d'abord changer nous-même. Me Bensoussan a relevé ce challenge avec la compréhension qu'il est difficile pour une entreprise de changer si ses membres ne changent pas. Elle est donc chargée de la communication interne et de mobiliser les équipes, afin qu'il y ait une implication réelle de tous nos collaborateurs dans les actions entreprises par notre Cabinet.

Aussi, nous sommes désireux de contribuer à l'effort mondial, et par la même supporter le renforcement des actions d'appui à l'autonomisation de la femme, à l'entrepreneuriat et à l'aide à la création d'entreprises. Et ce, loin de faire de l'assistanat, nous encourageons, in fine, *l'empowerment et le management du changement*.

Avec ce véritable processus d'autonomisation en tête, notre Cabinet, offre des services adaptés aux réalités des individus déterminés à entreprendre.

## La Mission du Leader du Changement est :

- L'identification des actions tout en s'appliquant à évoluer en tant qu'acteur ;
- La diffusion permanente de l'information aux parties prenantes ainsi que l'appui à leur engagement ;
- Le partage des bonnes pratiques collectives ;
- La mesure des effets des différentes actions ;
- La communication des résultats en interne.



# NOS BONNES PRATIQUES & NOS PROGRÈS

COP 2020



# PROGRAMME DE RECRUTEMENT DE LA RELÈVE

**La Politique de recrutement du Cabinet implique un engagement dans l'application d'une discrimination positive portant sur l'inclusion de la diversité et de toute minorité visible.**

Ainsi, à compétences égales et travail de valeur égale, le Cabinet privilégie le recrutement d'une femme et/ou d'une minorité visible. De plus, le Cabinet applique également cette pratique aux évolutions internes des collaborateurs. En 2020, le Cabinet a accueilli 5 stagiaires.



« Puisqu'un stage a pour vocation d'aider mais surtout de préparer les étudiants à plonger au cœur de la vie active, tout stagiaire espère de sa structure d'accueil qu'elle le forme et l'accompagne. On a toujours cette appréhension, en tant que stagiaire, de réaliser des tâches répétitives ou de n'être qu'un poids pour l'entreprise dans laquelle on va rester plusieurs mois. Cependant, c'est loin d'être mon ressenti depuis mon arrivée au sein du cabinet MMLAW. En effet, j'ai très rapidement été intégrée. Dès les premiers jours, mon équipe m'a confié des missions formatrices et malgré le contexte sanitaire difficile, le cabinet MMLAW m'a donné de son temps pour me former. Il m'a m'accordé son entière confiance pour la réalisation de mes missions. Surtout, il a toujours fait preuve de reconnaissance vis-à-vis de mon travail et m'a permis de prendre des initiatives que je n'aurais pas pensé être capable de prendre. Il m'est quasiment impossible de répertorier les tâches que j'ai réalisées tant elles sont diverses et variées. En résumé, MMLAW m'a offert l'opportunité incroyable d'apporter une réelle plus-value à mon parcours étudiant et je lui suis, extrêmement reconnaissante pour cela ».

Verbatim de Célia M., stagiaire

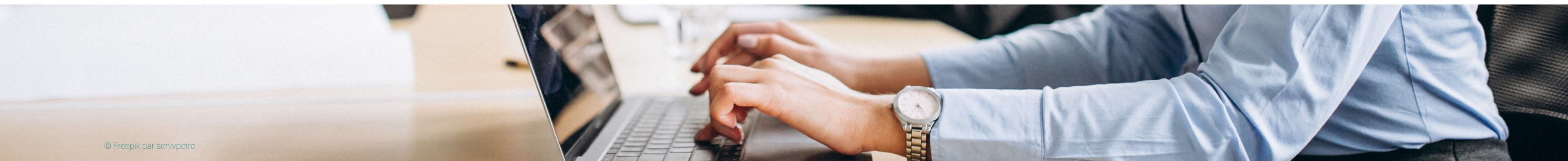


# PROGRAMME DE GESTION DE TÉLÉTRAVAIL

En temps de crise de la Pandémie COVID-19, le Cabinet a pris la décision de garder à l'emploi tous les membres de son équipe. De plus, le gouvernement ne couvrant que 85% du salaire lors de la mise au chômage partiel, le Cabinet a procédé à un réajustement de la rémunération afin de recevoir l'équivalent du même salaire et ce, pour les trois salariés impactés.

Soucieux de la Santé et Bien-être de ses stagiaires et collaborateurs, et afin de garder le contact entre les collègues, la direction du Cabinet a mis en place des formations et/ou rencontres planifiées afin d'assurer une présence au Cabinet trois fois par semaine dans le respect du protocole sanitaire mis en place au tout début de la Pandémie COVID-19.

Ceci a permis de garder la proximité des collaborateurs et aussi un esprit d'équipe élevé.



© Freepik par senivpetro



## Young Talent Pack

Ce programme s'adresse aux moins de 35 ans, aux étudiants ou nouveaux diplômés ou à ceux qui veulent créer leur entreprise.



## THE YOUNG TALENT

### Les programmes offerts incluent au minima les prestations suivantes :

- Les conseils juridiques personnalisés d'avocats seniors spécialisés en droit des sociétés, droit des affaires, droit des marques, etc. ;
- La vérification de la faisabilité du projet d'entreprise dans le cadre d'un rendez-vous avec un avocat senior du Cabinet ;
- La recherche d'antériorité afin de vérifier la disponibilité de la dénomination sociale choisie, sans l'interprétation des résultats ;
- La rédaction de statuts sur mesure pour l'entrepreneur en solo ou à plusieurs ;
- L'aide au choix du statut fiscal et social du dirigeant ;
- La nomination du représentant légal dans les statuts ou par acte séparé ;
- La reprise des actes accomplis au nom de la société en formation ;
- L'optimisation du coût de l'avis de constitution (rédaction appropriée et choix du journal d'annonces légales) ;
- La rédaction de tous les actes obligatoires (déclarations, notifications, avis de constitution...), souscription des formulaires requis (le formulaire M0 et si applicable les formulaires TNS et ACCRE) ;
- L'accomplissement des formalités (publication de l'avis de constitution, immatriculation de la société et enregistrement des statuts à la recette des impôts compétente...) ;
- La présentation d'intervenants extérieurs compétents et disponibles, avec lesquels nous pouvons négocier, pour le client, la flexibilité tarifaire nécessaire pour tenir compte de la phase de lancement de le projet, tels que des experts-comptables, notaires ou des commissaires aux comptes, le cas échéant ;
- Une disponibilité totale de l'avocat pendant tout le processus de création jusqu'à l'obtention du kbis.



## Le clHub

**Parce que les premiers fonds sont les plus difficiles à lever et que tout projet en seed doit être parfaitement structuré.**

Avec Le ClHub et son réseau d'experts dédiés, les entrepreneurs sélectionnés bénéficient d'un accompagnement approprié et ultra-ciblé.

À travers Le ClHub un lien de confiance unique et nouveau se tisse entre le client et son conseil.

### Quelles conditions pour intégrer Le ClHub ?

- Être un entrepreneur en early stage ou plus expérimenté (tous âges – tous secteurs – tous parcours) ;
- Être une PME souhaitant amorcer un virage technologique (innovation interne – investissements au capital de start-up – croissance externe) ;
- Porter un projet opportun et réaliste.

### Être membre du ClHub, c'est :

- Bénéficier des conseils sur-mesure d'experts pluridisciplinaires (juridique, comptabilité, finance, IP-IT, marketing...) ;
- Être coaché à plusieurs reprises point par point par nos experts pour challenger voire améliorer les matières clés de votre projet ;
- S'entraîner à pitcher face à un groupe d'experts.

Pour les PME, avoir un accès privilégié à des projets et à un réseau d'experts qualifiés.





## **ÉLÈVES SOLIDAIRES**



Le CIHUB et Le Young Talent sont tous deux des initiatives permettant, chaque année, le soutien nécessaire à plusieurs entreprises grâce à l'offre de service adaptée à leurs besoins.

- Par exemple, le Projet « Élèves solidaires » a reçu un accompagnement privilégié pro bono pour les services de fondation de la société, du dépôt de la marque, etc.
- Le Projet « Élèves solidaires » a procédé à une levée de fonds pour l'achat d'équipements ou de bons d'argent pour la nourriture pour les étudiants en difficulté financière causée par la Pandémie COVID-19. Le Cabinet a contribué, également, à hauteur de 1500 euros, pour cette levée de fonds.

**Source :** <https://www.chefdentreprise.com/Thematique/actualites-1056/Breves/-ans-lance-eleves-Solidaire-plateforme-entraide-educative-354621.htm>





### Energy Observer est Leader en Énergie propre et Hydrogène vert

« EODev a présenté son générateur électro-hydrogène terrestre GEH2® et son range extender maritime REXH2® en fonctionnement jeudi 17 septembre (2020) sur le site de son partenaire et assembleur ENERIA, en présence de ses actionnaires. Des produits qui répondent aux objectifs du plan France Hydrogène dévoilé (...) par le gouvernement dans le cadre de France Relance. (...) »

La découverte du GEH2® en fonctionnement sur le site d'ENERIA a révélé de nombreux enseignements. Fini le casque anti-bruit et le masque anti-pollution habituellement portés à côté d'un générateur diesel, place au bruit de l'eau rejetée par la pile à combustible dernière génération, fournie et intégrée par Toyota, déjà présente dans son modèle Mirai mais aussi dans le REXH2® d'EODev.

Le GEH2® peut ainsi délivrer quelques 80 000 watts d'électricité en continu sans pollution, sans émissions de CO2 ni de particules fines et sans déchets. »

Source : <https://www.energy-observer.org/fr/innovations/eodev-geh2-solutions-hydrogene>

## ENERGY OBSERVER

**Energy Observer est considéré comme Ambassadeur des solutions alternatives pour le futur et Leader en France pour ses solutions proposées en réponse aux objectifs du plan France Hydrogène.**

Ce projet qui utilise des piles à combustible, hydrogène vert et à émission zéro carbone et zéro effet de serre est un projet phare au Cabinet.

Depuis 2017, le Cabinet accompagne Energie Observer, et ce, de différentes manières.

En effet, en 2020, toute l'équipe MMLaw est impliquée :

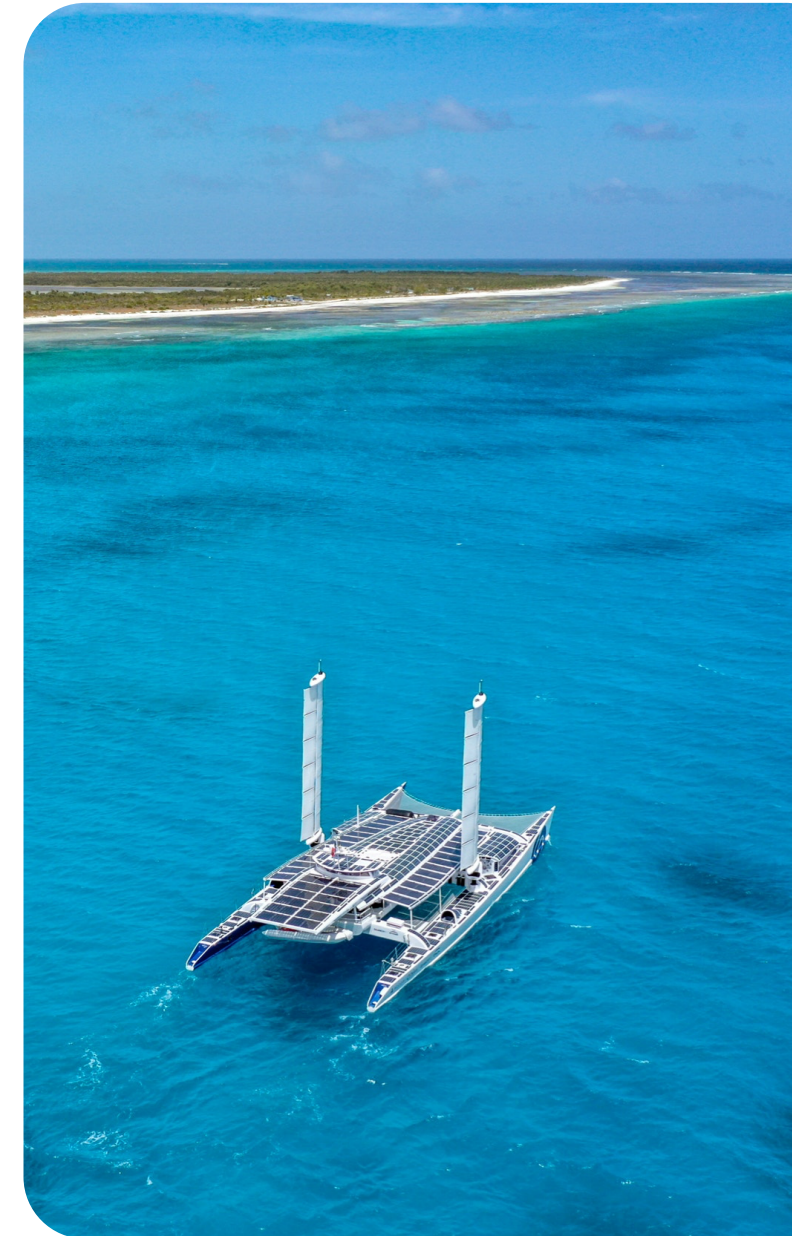
- Participation à la levée de fonds qui a atteint les 20 millions d'Euros ;
- Accompagnement du projet sur tous les aspects juridiques ;
- Les services offerts restent de l'ordre de conditions tarifaires intéressantes.

En 2019, Energy observer a fait l'annonce du passage à l'industrialisation des technologies développées et aussi a procédé à plusieurs améliorations technologiques dont celles des panneaux solaires avec exploitation de nombreuses surfaces, même les plus réduites.

En septembre 2020, Energy Observer procède à la première démonstration des solutions terrestres et maritimes.



# ENERGY OBSERVER







## BUSINESS ANGELS

**MMLAW réitère, avec sa participation dans le conseil d'administration, son soutien aux start-up et réitère sa ferme conviction de création de valeur et de richesse à travers le soutien octroyé.**

Avec 167 membres investisseurs et mentors actifs, **Paris Business Angels** compte parmi les premiers réseaux de Business Angels, en France. Paris Business Angels intervient pour l'essentiel en phase d'amorçage, sur des tours de table allant de 200 K€ à 1 M€, seul ou en co-investissement.

Bien que réseau généraliste, la moitié des investissements des membres du réseau se fait dans le digital, les 3/4 dans des sociétés de technologie au sens large.

**Depuis la création du réseau, Paris Business Angels c'est :**

- Plus de 150 sociétés financées ;
- 167 Mentors actifs, Entrepreneurs et Cadres Dirigeants ;
- Plus de 4000 Emplois créés.

Les Business Angels accompagnent et aident à réussir les premières années de « décollage » des entreprises non cotées, innovantes, à fort potentiel de croissance.

Les membres de Paris Business Angels n'apportent pas seulement aux entrepreneurs un financement. Ils s'engagent bénévolement à leur apporter leur expérience et leurs réseaux personnels. Leur motivation : créer de la valeur avec des projets porteurs de valeur !

C'est dans cette même fibre que notre Change Leader, Me Bensoussan, siège au conseil d'administration, en offrant encore la gratuité (probono) pour ses services.



# RAYONNEMENT ET PROMOTION DE LA RSE ET DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Dans la démarche auprès des clients, des fournisseurs et des partenaires, le Cabinet communique sur ses engagements auprès du Pacte Mondial des Nations Unies.



**+ 430 heures**

**+ 150 000 €**

**PROBONO**

# LES 21 CRITÈRES GC ADVANCED



DROITS DE L'HOMME



ENVIRONNEMENT



MAIN D'OEUVRE



ANTI-CORRUPTION



# DROITS DE L'HOMME

CRITÈRES 1 À 5.



© Pexels par Sora Shimazaki





# CRITÈRE 1 :

## LA COP DÉCRIT L'INTÉGRATION DANS LES FONCTIONS STRATÉGIQUES ET LES UNITÉS OPÉRATIONNELLES

**Donner la responsabilité exécutive de la stratégie de développement durable aux fonctions pertinentes (achats, affaires publiques, ressources humaines, juridique etc.), en s'assurant qu'aucune fonction ne soit en conflit avec les engagements et des objectifs de développement durable.**

Miguérès Moulin étant un Cabinet d'avocats, tous les acteurs de l'organisation sont des partenaires et adhèrent tous à la politique du Cabinet en matière de Développement Durable et d'environnement consistant en l'optimisation de la consommation d'énergie, la réduction de l'empreinte écologique et en contribuant à l'atteinte des 17 ODD.

**Aligner les stratégies, objectifs, et formes d'incitation de toutes les filiales et unités opérationnelles avec la stratégie de développement durable.**

Miguérès Moulin incite tous ses partenaires et fournisseurs à adopter une stratégie de Développement Durable. Les partenaires au sein même de l'entreprise, qui constituent les différentes unités opérationnelles, adoptent tous la stratégie de Développement Durable en recyclant le papier, le carton, les cartouches d'encre pour imprimantes, en évitant les

gobelets jetables pour l'eau et le café, en privilégiant les bouteilles et contenants réutilisables et en mettant à disposition du café équitable. Ils doivent se conformer aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies.

**Attribuer la responsabilité en matière de développement durable à un individu ou un groupe dans chaque unité ou filiale.**

Chaque partenaire se représente lui-même et n'est affilié à aucune unité ou filiale. Ainsi, chacun d'entre eux porte lui-même la responsabilité en matière de Développement Durable et la font respecter aux employés qui leur sont attachés. La responsabilité en termes de partenariats se fonde sur une convention qui introduit dans ses articles l'obligation de se conformer aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et à des politiques intégrant la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Les employés du Cabinet sont aussi tenus de respecter les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies et se conforment aux mêmes normes que les partenaires.



## CRITÈRE 2 :

### LA COP DÉCRIT LA MISE EN ŒUVRE DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

**Communiquer les politiques et attentes envers les fournisseurs et les autres partenaires professionnels.**

Depuis octobre 2013, 100% des courriels du Cabinet sensibilisent à la réduction de l'empreinte écologique. Miguérès-Moulin insiste pour que tous les fournisseurs du Cabinet aient des bonnes pratiques environnementales.



© Freepik par standret



## CRITÈRE 3 :

### LA COP DÉCRIT DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME

**Engagement de se conformer à toutes les lois en vigueur et de respecter les droits de l'Homme internationalement reconnus, partout où l'entreprise opère (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, etc.).**

Miguérès Moulin est un Cabinet d'avocats ; ainsi, tous les partenaires, étant pour la très grande partie des avocats aux Barreaux de Paris et même du Québec, New York et de Milan, se doivent de respecter les droits de l'Homme, conformément à leur formation et aux principes qu'ils défendent. De plus, tous les membres du Cabinet s'attachent à respecter les conventions internationales liées aux droits de l'Homme, telle la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

**Déclaration d'engagement disponible publiquement, communiquée en interne et externe à tout le personnel, les partenaires professionnels ou autres parties prenantes.**

Une déclaration publique est disponible en interne et en externe dans le code des valeurs explicitement, qui démontre que la défense des droits de l'Homme est promulguée continuellement par le Cabinet. Ainsi, lors de la signature, par chaque membre, d'une

entente de confidentialité, une charte éthique est signée en accompagnement obligeant à refuser l'intolérance, le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme ou encore toutes formes de discriminations qu'elles soient religieuse, liée à l'origine, sexuelle, linguistique, politique, sociale ou encore de fortune. La politique du Cabinet appelle au partage, à l'esprit de paix et de cordialité.

**Déclaration d'engagement intégrée ou séparée pour le respect et le soutien des droits de l'Homme, approuvée au plus haut niveau de l'entreprise.**

L'exécutif et tous les partenaires au sein du Cabinet s'engagent à respecter et à soutenir les droits de l'Homme, comme le veut le code de déontologie de la profession d'avocat ainsi que le code des professions régies par les lois et règlements à Paris et dans les pays où le Cabinet agit.



# CRITÈRE 4 :

## LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES DES DROITS DE L'HOMME

### Processus pour s'assurer que les droits de l'Homme internationaux sont respectés.

Toute forme de discrimination au sein du Cabinet ne peut entraîner qu'une des deux conséquences : Une formation plus accentuée et profonde des droits de l'Homme, ou si le concerné refuse cette formation, la rupture du partenariat avec le partenaire ou le stagiaire en question.

### Sensibilisation interne et formation sur les droits de l'Homme pour la direction et les employés.

Les avocats au sein du Cabinet sont formés par leur métier à respecter et soutenir les droits de l'Homme. Les autres partenaires et stagiaires au sein du Cabinet sont quant à eux formés et sensibilisés sur les droits de l'Homme, afin d'éviter toute forme de discrimination, qu'elles soient religieuse, liée à l'origine, sexuelle, linguistique, politique, sociale ou encore de fortune.

### Processus ou programmes en place pour soutenir les droits de l'Homme par : le cœur de métier ; investissement stratégique/philanthropique/social ; engagement public ; partenariats et/ou d'autres formes d'action collective.

La majorité des partenaires et associés au sein du Cabinet sont des avocats. Ainsi, leur métier les oblige à soutenir et à défendre les droits de l'Homme. Par ailleurs, le Cabinet Miguères Moulin effectue aussi des donations aux ONG. En outre, le Cabinet en étant contributeur du Mémorial de la Shoah à Paris, s'engage en faveur des valeurs de paix, de rapprochement des cultures et de refus de l'intolérance. Chaque année le Cabinet, dans sa politique de philanthropie, choisit et soutient financièrement les organismes à but non lucratif qui soutiennent les droits de l'Homme ; et notamment dans les zones défavorisées.

## CRITÈRE 5 :

### LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS AUX DROITS DE L'HOMME

**Processus pour gérer les incidents que l'entreprise a causés ou auxquels elle a contribué pour les parties prenantes internes et externes.**

Le processus, allant de la prévention à la gestion des conflits, repose à la base sur un entretien et une prise en compte du retour des collaborateurs, aux fins de satisfaction interne. De surcroît, la mise en place des systèmes de recueil des données est formalisée par l'implémentation du Baromètre de satisfaction interne (social). Ces dispositions prises, s'il s'avérait qu'il y ait un conflit à gérer, notre Cabinet applique de façon stricte la loi française pour les conditions de travail et le code de déontologie de notre profession, en matière de droit du travail.

**Mécanismes de plainte légitimes, accessibles, réguliers, équitables, transparents, compatibles avec la loi, sources d'apprentissage continu, basés sur l'engagement et le dialogue.**

Une enquête annuelle est faite anonymement auprès de l'ensemble des collaborateurs, afin d'évaluer leur perception du Cabinet et son management.

**Autres bonnes pratiques établies ou naissantes.**

Étant un Cabinet d'avocats, le Cabinet Miguérès Moulin se doit de faire respecter les droits de l'Homme au sein et en dehors du Cabinet, afin de garder son intégrité, sa réputation et son implication par la Responsabilité Sociétale dans ses cercles d'influence.



# CONDITIONS DE TRAVAIL

CRITÈRES 6 À 8.



## CRITÈRE 6 :

### LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DES NORMES DU TRAVAIL

Référence aux conventions internationales pertinentes (Conventions de l'OIT) et à d'autres normes internationales dans les politiques d'entreprises.

Miguérès Moulin respecte les droits de l'Homme et l'application des conventions de l'OIT, de façon factuelle, comme le veut le code de déontologie de la profession d'avocat.

Politique d'entreprise écrite pour respecter les droits du travail nationaux, respecter les standards internationaux dans les activités internationales, et engager le dialogue avec les représentants d'organisations d'employés (internationales, nationales ou sectorielles).

Le Cabinet applique la loi française concernant les conditions de travail de façon stricte. De plus, le code de déontologie de la profession d'avocat est appliqué rigoureusement au sein de l'organisation.



© Freepik de pressfoto





# CRITÈRE 7 :

## LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS AU TRAVAIL

Mécanismes de plainte, canaux de communication et autres procédures (par exemple mécanismes de dénonciation) disponibles pour les employés afin de rapporter des préoccupations, faire des suggestions ou demander conseil, conçus pour et fonctionnant en accord avec les représentants des organisations de travailleurs.

Le baromètre de satisfaction interne permet d'évaluer la perception de l'entreprise et son management du point de vue de l'ensemble des collaborateurs, par le biais d'une enquête annuelle faite anonymement, et basée sur un entretien de développement personnel pour chaque partenaire et stagiaire.

Sensibilisation interne et formation sur les normes du travail pour les dirigeants et les employés.

La formation continue est obligatoire dans le cadre de la déontologie de la profession des avocats du Barreau de Paris qui inclut, entre autres, la formation sur les normes du travail.

© Freepik de ijeab

## CRITÈRE 8 :

### LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS AUX NORMES DU TRAVAIL

**Système pour tracer et mesurer la performance basé sur des mesures de performance standardisées.**

La politique de recueil et de traitement des données mise en place dès la création de notre Cabinet, dans le cadre informatisé du logiciel *PolyOffice*, claires et accessibles par tous, permet une évaluation des performances individuelles et la maîtrise des relations avec la clientèle sur une base d'absolue transparence, en matière de facturation.

**Audits ou autres mesures pour contrôler et améliorer les normes du travail des entreprises dans la chaîne logistique, en ligne avec les normes du travail internationales.**

Le Cabinet partenaire tiers BENKHALIFA | CABINET MBC INC, expert en RSE et

Développement Durable à Montréal, est la partie tierce qui supervise les politiques concernant les normes du travail au Cabinet Miguères Moulin.

**Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.**

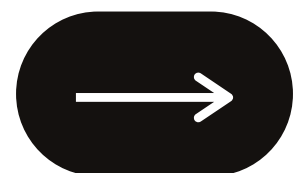
Le Cabinet entretient et prend en compte les retours des collaborateurs à des fins de satisfaction interne. Il agit, dans le cadre de la gestion de la crise du Télétravail, imposée par la gestion de la crise de Pandémie Covid-19, en gardant à l'emploi ses collaborateurs, en instaurant des présences trois fois par semaine au Cabinet, dans le respect du protocole sanitaire. Le tout, dans le souci de la Bonne Santé et Bien-Être de ses stagiaires et collaborateurs.

© Pexels par Sora Shimazaki



# ENVIRONNEMENT DURABLE

CRITÈRES 9 A 11.





## CRITÈRE 9 :

### LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DU RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

**Référence aux conventions internationales pertinentes et à d'autres dispositifs internationaux (par exemple la Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement).**

Le Cabinet Miguérès Moulin et ses membres poursuivent, avec une volonté ferme d'agir, l'atteinte et le respect de la déclaration de Rio des Nations Unies (17 ODD). Le Cabinet supporte et s'engage à respecter les normes du UN Global Compact, la Déclaration de Rio sur l'Environnement et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

**Réflexion sur la pertinence de la gestion durable de l'environnement pour l'entreprise.**

Notre organisation se fixe comme objectif d'investir au-delà de l'obligation légale en budget formation pour atteindre le niveau des 2/3 des salariés bénéficiant au minimum d'une formation par an. Cette volonté s'articule autour d'objectifs ayant pour axe principal l'ouverture de niche de marché et de développement des affaires dans les métiers en lien avec le Développement Durable.

© Freepik par pch.vector



# CRITÈRE 10 :

## LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS À LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Sensibilisation interne et formation sur la gestion durable de l'environnement pour la direction et les employés.**

Tous les membres de l'équipe sont encouragés à :

- Réutiliser les côtés vierges des papiers usagers ;
- Faire des photocopies recto/verso ;
- Éteindre les appareils électroniques et les lumières ;
- Utiliser des tasses et verres personnels ;
- Utiliser de la vaisselle réutilisable pour les clients ;
- Utiliser les courriels et les nouvelles technologies autant que possible au lieu du papier, afin de partager l'information.

**Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.**

Le Cabinet Miguérès Moulin a entrepris plusieurs actions environnementales, afin de réduire son empreinte écologique en favorisant le recyclage, dont :

- Un contrat avec la société Shred-It pour la récupération et le traitement des déchets et papier ;
- Utilisation de café équitable et non en capsules ;
- Recyclage de 100% des consommables de photocopieurs et imprimantes à travers le programme *Ecobox de Xerox*.



© Freepik par jannoon028



## CRITÈRE 11 :

### LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS À LA GESTION DURABLE DE L'ENVIRONNEMENT

#### Examen de la direction pour contrôler et améliorer les résultats.

Le Cabinet partenaire tiers BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC., expert en RSE et Développement Durable à Montréal, est la partie qui supervise les politiques concernant l'environnement au Cabinet Miguérès Moulin et qui assure le suivi et la gestion du département RSE-Développement Durable du Cabinet créé à cet effet. Le Président, étant celui qui prend les décisions concernant les politiques du Cabinet, celui-ci est toujours à l'écoute de ses partenaires, afin de trouver des solutions collectives avec les équipes et à mettre en place en synergie, afin de réduire l'empreinte écologique du Cabinet et lutter contre les changements climatiques. Et ce, dans le cadre de l'engagement du Cabinet cherchant à contribuer au treizième Objectif de Développement Durable (ODD) intitulé :

« Mesures relatives à la lutte contres les changements climatiques ».







© Google



# LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

CRITÈRES 12 A 14.



## CRITÈRE 12 :

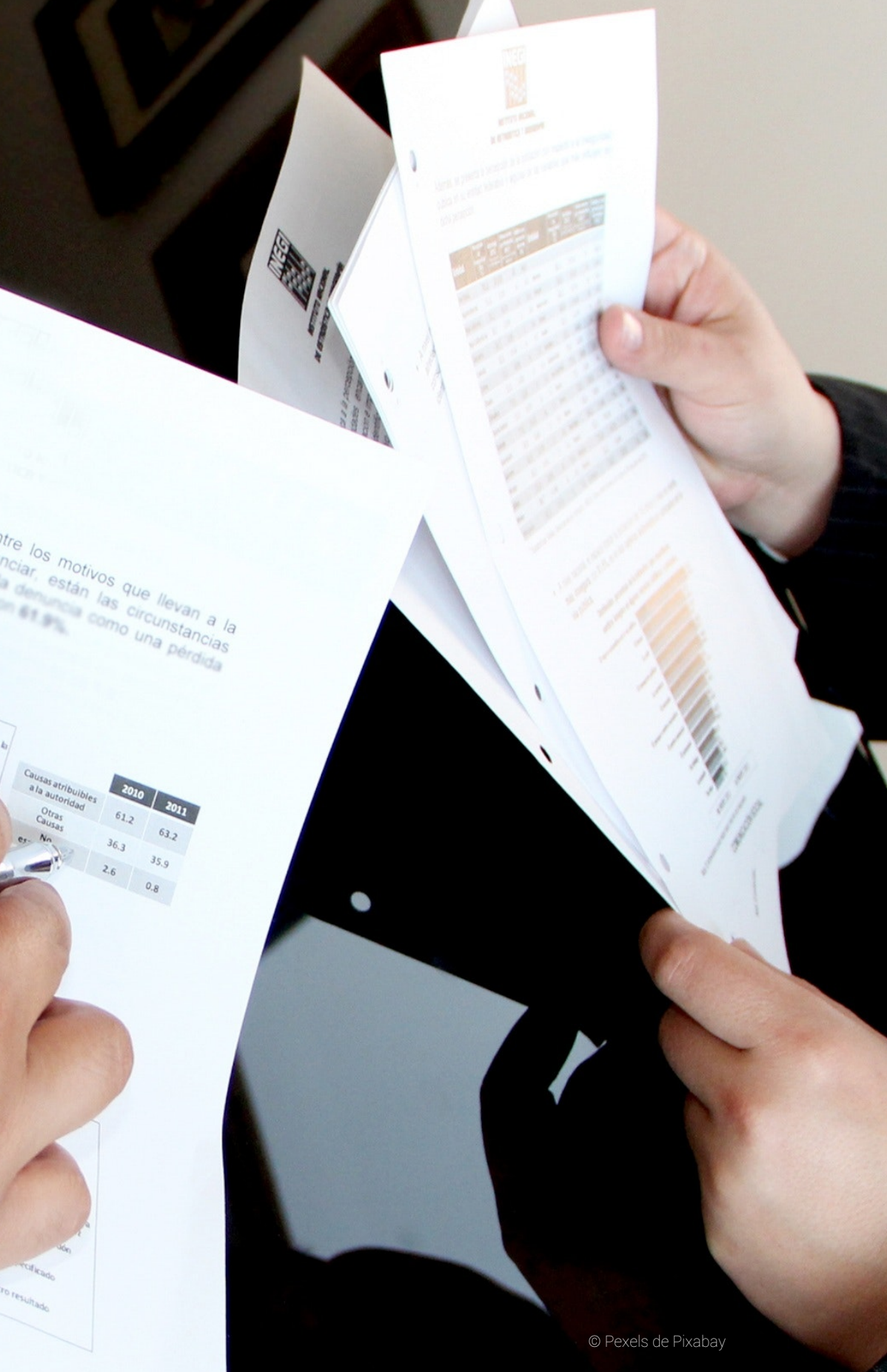
### LA COP FORMULE DES ENGAGEMENTS, STRATÉGIES OU POLITIQUES PRÉCIS DANS LE DOMAINE DE L'ANTI-CORRUPTION

#### Soutien de la direction envers la lutte contre la corruption.

L'AARPI Miguérès Moulin, étant un Cabinet d'avocats, le code de déontologie de la profession d'avocat y est appliqué rigoureusement. Aussi, la direction, composée d'avocats, condamne toute forme de corruption qu'elle soit au sein du Cabinet ou avec les partenaires.

#### Déclaration de soutien aux structures légales régionales et internationales pertinentes (par exemple la Convention des Nations Unies contre la corruption).

Le Cabinet informe et sensibilise effectivement, via le site internet, tous ses partenaires et collaborateurs quant à son soutien et son adhésion au Pacte mondial des Nations Unies - UN Global Compact et adhère aux bonnes pratiques, en lien avec la Convention des Nations Unies contre la corruption. <https://mmlaw.fr/cabinet/>



© Pexels de Pixabay



# CRITÈRE 13 :

## LA COP DÉCRIT LES SYSTÈMES DE MANAGEMENT EN PLACE POUR INTÉGRER LES PRINCIPES RELATIFS À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

**Séparation des pouvoirs en interne pour assurer la cohérence avec l'engagement anti-corruption.**

Selon le Règlement Intérieur du Barreau de Paris, l'avocat doit veiller à ce que sa facturation n'affiche que ses propres services, à ne pas être subordonné par quelque partie et ne doit accepter aucune commission ou cadeaux de la part d'une partie tierce :

Constitue notamment une atteinte à l'indépendance le fait, directement ou indirectement :

- D'accepter d'être partie à un mécanisme conduisant à une répartition ou à un partage des résultats ou au rééquilibrage des rémunérations en France ou à l'étranger avec des professionnels non avocats.
- D'accepter une relation de subordination de l'avocat ou un contrôle hiérarchique de l'exécution de ses missions par d'autres professionnels non avocats, notamment ceux

ayant une activité de caractère commercial. L'avocat membre d'un réseau pluridisciplinaire doit veiller en toutes matières à ce que la facturation fasse apparaître spécifiquement la valeur de sa propre prestation .

- 100 % de notre comptabilité est en conformité scrupuleuse avec les règles comptables locales, ainsi que les obligations fiscales dans l'enregistrement de tous les flux financiers; et ce dans le respect de la réglementation en France.
- La direction a la responsabilité de mettre en œuvre les engagements et politiques anti-corruption ;
- La direction du Cabinet est composée d'avocats qui respectent et font respecter scrupuleusement le code de déontologie de leur métier qui leur octroie une forte responsabilité en matière d'anti-corruption.

## CRITÈRE 14 :

LA COP DÉCRIT LES MÉCANISMES DE CONTRÔLE ET D'ÉVALUATION EN PLACE POUR L'INTÉGRATION DES PRINCIPES LIÉS À L'ANTI-CORRUPTION

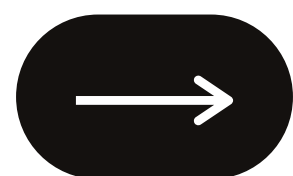
### Processus pour gérer les incidents.

Le processus mis en place pour gérer les incidents liés à la corruption est conforme aux lois et règlements de la France et au code de déontologie et de l'éthique professionnelle du Barreau de Paris.



# SOUTENIR LES OBJECTIFS DES NATIONS UNIES

CRITÈRES 15 A 18.



 **OBJECTIFS**  **DE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE**



## CRITÈRE 15 :

### LA COP DÉCRIT LES CONTRIBUTIONS DU CŒUR DE MÉTIER AUX OBJECTIFS ET PROBLÉMATIQUES PLUS LARGES DE L'ONU

**Aligner la stratégie du cœur de métier avec un ou plusieurs Objectifs des Nations Unies pertinents.**

Au travers du partenariat avec des ONG pour lesquelles le Cabinet donne des contributions annuellement, nous mettons tout en œuvre afin de lutter contre la faim et l'extrême pauvreté, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile et préserver l'environnement ; Et nous prenons un engagement ferme à la promotion de 8 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies ; à savoir :

**ODD 3** « Bonne Santé & Bien-Être » , **ODD 5** « Égalité entre les sexes » , **ODD 8** « Travail décent et croissance économique » et **ODD 10** « Inégalités réduites » , **ODD 7** « Énergie Propre et d'un coût abordable » et **ODD 13** « Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques » , **ODD 16** « Paix, Justice et Institutions efficaces » , **ODD 17** « Partenariats pour la réalisation des objectifs » .





## CRITÈRE 16 :

### LA COP DÉCRIT DES INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES SOCIAUX ET DE PHILANTHROPIE



**Rechercher des investissements sociaux et des contributions philanthropiques liés au cœur de métier ou au contexte opérationnel de l'entreprise, en tant que partie intégrante de sa stratégie de développement durable.**

Le Cabinet a aussi une politique de formation des jeunes et de la relève dans le Développement Durable à travers des stages offerts au sein même du Cabinet. Le Cabinet pratique aussi le *Probono*, afin d'aider les personnes non-fortunées ou démunies à se défendre juridiquement sans qu'elles doivent s'acquitter de la totalité des honoraires demandés à un client régulier. Le Cabinet Miguérès Moulin finance aussi, annuellement, des ONG qui soutiennent les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Source: <https://atv.dk/sites/atv.dk/files/media/document/ATV%20Mulighedernes%20Indien%20rapport%202019%20enkeltidet.pdf>

# CRITÈRE 17 :

## LA COP DÉCRIT UNE PRISE DE POSITION ET UN ENGAGEMENT EN MATIÈRE DE POLITIQUE PUBLIQUE

**Engagement public sur l'importance d'agir sur un ou plusieurs objectif(s)/thème(s) des Nations Unies.**

Le Cabinet Miguérès Moulin s'engage dans la promotion de la diversité culturelle et du rapprochement des peuples et des cultures et encourage la création artistique comme outil de la promotion de la paix. Aussi, les membres du monde entier de l'ABL, dont fait partie le Cabinet, se réunissent chaque année lors de leur Assemblée générale. Et, lors de cette Assemblée, Me Emmanuel Moulin, Président du Cabinet, sensibilise dans son discours au milieu des arts à la Paix dans le monde.

**Autres bonnes pratiques établies ou naissantes, ou cause de l'omission de ce critère.**

En partenariat étroit avec des ONG accréditées auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC), nous soutenons l'organisation de la journée internationale du « *Vivre Ensemble en paix* » en mai 2021.





## CRITÈRE 18 :

### LA COP DÉCRIT DES PARTENARIATS ET UNE ACTION COLLECTIVE

Développer et implémenter des partenariats avec des organisations publiques ou privées (entités des Nations Unies, Gouvernement, ONG ou autres) sur le cœur de métier, les investissements sociaux et/ ou «advocacy».

Le Cabinet Miguérès Moulin est en partenariat avec le Cabinet BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. qui est aussi membre du Pacte mondial des Nations Unies. Ce partenariat vise, entre autres, à l'incubation de talents étrangers dans le Développement Durable et la Responsabilité Sociétale des Entreprises au Québec. Dans ce même esprit, le Cabinet entretient des relations avec des ONG accréditées par le conseil économique et social des Nations Unies dans le cadre de la promotion de la paix dans le monde et le vivre-ensemble tous les 16 mai pour célébrer la Journée Internationale du Vivre Ensemble en Paix (JIVEP).



# GOUVERNANCE & LEADERSHIP DE LA RSE

CRITÈRES 19 A 21.





# CRITÈRE 19 :

## LA COP DÉCRIT L'ENGAGEMENT DU PRÉSIDENT ET DE LA DIRECTION

**Le Président promeut des initiatives améliorant la durabilité du secteur d'activité de l'entreprise et conduit le développement de standards pour l'industrie.**

Lors de la prochaine réunion de l'ABL à Tokyo, en 2022, notre CEO, Senior Partner, interviendra en ce sens pour proposer la création d'un Business Unit dédié au Développement Durable et à la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Ce Business Unit, unique en son genre dans le milieu des avocats internationaux, sera co-dirigé avec un Cabinet, qui deviendra alors membre du réseau, reconnu pour son leadership en la matière qui est BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. Le Président promeut continuellement les principes du Pacte mondial des Nations Unies et l'importance de

l'implémentation de programmes de Développement Durable. Le Président pousse aussi ses partenaires à adhérer aux principes du Pacte mondial des Nations Unies et à adopter des initiatives pour le Développement Durable. En outre, il initie à la démarche de l'ISO 26000 qui promeut la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

**Le Président mène l'équipe de direction exécutive dans la conception de la stratégie de développement durable, définissant les buts et surveillant leur mise en œuvre.**

Le Cabinet, avec la ferme volonté de son CEO, s'est doté d'un département RSE – Développement Durable (RSE-DD) confié à BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. pour mettre en œuvre sa politique de Développement Durable, où le CEO est personnellement impliqué.



# CRITÈRE 20 :

## La COP décrit l'adoption par le Conseil d'administration et la surveillance

**Le Conseil d'administration (ou équivalent) assume la responsabilité et la surveillance de la stratégie et de la performance long terme de la RSE**

Par le biais de son département RSE-DD, de l'implication des associés et sous le leadership du CEO, le Cabinet s'engage publiquement à la transparence quant aux programmes implémentés de RSE et de Développement Durable. Il veille aussi à accompagner ses clients dans leur politique de Développement Durable, ainsi que leur politique environnementale.

**Le Conseil d'administration établit, où cela est possible, un Comité de suivi ou attribue la RSE à un membre du Conseil.**

Le département de RSE - Développement Durable est sous la supervision directe du CEO du Cabinet. Le département RSE – Développement Durable (RSE-DD) étant confié à BENKHALIFA | CABINET (MBC) INC. pour mettre en œuvre sa politique de Développement Durable.



## CRITÈRE 21 :

### LA COP DÉCRIT L'IMPLICATION DES PARTIES PRENANTES

Consulter les parties prenantes concernant les dilemmes et défis de mise en œuvre et les inviter à prendre activement part à l'examen de la performance.

La mise en place d'outils de pilotages simples et pratiques sont en permanence développés au sein de notre Cabinet permettant d'assurer un management efficient, tant collectif qu'individuel. Il s'agit concrètement :

- de formats électroniques d'invitation et suivi de réunion permettant d'implémenter avec précision le suivi de toutes les décisions sans qu'aucunes ne puissent être négligées ;
- d'amélioration de l'application du principe du « *droit à l'implication* », une des valeurs promues au sein du Cabinet pour stimuler et surtout permettre initiatives et innovations ;
- d'une meilleure implication des équipes dans la stimulation de la force de proposition qui représente un enjeu que nous soutenons et soutiendrons.



45 avenue Montaigne,  
75008 Paris



Tel. +33 1 72 00 23 72



[contact@mmlaw.fr](mailto:contact@mmlaw.fr)

